



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations du Tarn**

Pôle Protection des Populations
18 Avenue Maréchal Joffre
Cedex
81013 ALBI
ddcspp@tarn.gouv.fr

Albi, le

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE TARN
3 et 5 RUE DES JARDINS NEUFS
81100 Castres

Références :

Code AIOT : 0058100525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE TARN implanté 3 et 5 RUE DES JARDINS NEUFS 81100 Castres.

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la programmation annuelle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE TARN
- 3 et 5 RUE DES JARDINS NEUFS 81100 Castres
- Code AIOT : 0058100525 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La pisciculture du PUJOL est autorisée par arrêté préfectoral du 19 avril 2013, pour une capacité de production annuelle de 40 tonnes. Le site est bien entretenu. Monsieur POUPELIN, actuellement responsable du site, a récemment repris la gestion de l'élevage et s'emploie quotidiennement à remettre l'installation en conformité avec la réglementation en vigueur. L'équipe en place se montre motivée et à l'écoute, contribuant activement à l'amélioration de l'établissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Demande d'action corrective	4 Mois
6	Eaux rejetées dans le cours d'eau ou le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	Demande d'action corrective	4 Mois
7	Paramètres des eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Demande d'action corrective	4 Mois
10	Sécurité	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	Demande d'action corrective	1 Mois
11	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Demande d'action corrective	4 Mois
13	Registre du débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Demande d'action corrective	1 Mois
14	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Demande d'action corrective	4 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 19/04/2013, article	
3	Pompages	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	
4	Bassins d'élevage des poissons	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9	
5	Produits de nettoyage, de désinfection, de traitement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	
8	Épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16	
9	Poissons morts	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	
12	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Points essentiels à retenir suite aux constats de l'inspection: des non conformités ont été relevées (cf rapport). Néanmoins, l'équipe en place se montre à l'écoute, impliquée et déterminée à remettre l'établissement en conformité avec la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2013, article

Thème(s) : Autre - Dossier

Prescription contrôlée :

Capacité de production

Constats :

La capacité de production actuelle (environ 38 t/an) est inférieure à la capacité de production maximale autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la pisciculture (40 t/an).

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Débit dérivé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7

Thème(s) : Autre - Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :

- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- les prélèvements d'eau associés.

L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.

Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Constats :

-Existence à l'amont et à l'aval de la pisciculture d'une grille fixe et permanente empêchant la libre circulation des poissons de la pisciculture entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation

-Absence d'un système ou d'une méthode d'évaluation du débit dérivé pour la pisciculture par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau

En conséquence, il n'est pas possible de vérifier que le niveau de prélèvement estimé est inférieur ou égal au niveau de prélèvement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mise en place d'un système ou d'une méthode d'évaluation du débit dérivé pour la pisciculture

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 Mois

N° 3 : Pompages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8

Thème(s) : Autre - Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

Si la pisciculture est alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés.

L'arrêté d'autorisation fixe les niveaux de prélèvements ainsi que les prescriptions nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de prélèvement.

Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Sans préjudice des mesures prévues par le code minier, la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Constats :

Les forages A, B et C ne sont plus fonctionnels. Pour rappel, en cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Merci de bien vouloir préciser à l'inspection des installations classées si ces forages sont destinés à être réutilisés. Dans le cas contraire, veuillez indiquer les dispositions qui ont été ou qui seront mises en œuvre à la suite de l'arrêt de leur utilisation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Bassins d'élevage des poissons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9

Thème(s) : Autre - Pollution

Prescription contrôlée :

Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche.

Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière.

Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.

Constats :

- Absence de constat de stockage de boues le jour de l'inspection
- Les bassins contenant les poissons sont nettoyés et entretenus.
- Absence dans les bassins de sédimentation des matières en suspension.
- Les boues sont récoltés au niveau du bassin de décantation. Le dernier curage date de septembre 2023. Les boues ont fait l'objet d'un épandage sur une parcelle de la pisciculture.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Produits de nettoyage, de désinfection, de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11

Thème(s) : Autre - Pollution

Prescription contrôlée :

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Constats :

Présence de produits de nettoyage désinfection sur bacs de rétention

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Eaux rejetées dans le cours d'eau ou le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14

Thème(s) : Autre - Pollution

Prescription contrôlée :

Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixées à l'article 15.

Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés.

Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Constats :

Absence de vérification de l'exploitant des paramètres des eaux rejetées dans le cours d'eau en aval de la pisciculture vis à vis des valeurs limites de rejet fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Veuillez procéder à la vérification des paramètres des eaux rejetées dans le cours d'eau en aval de la pisciculture vis à vis des valeurs limites de rejet fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 Mois

N° 7 : Paramètres des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15

Thème(s) : Autre - Pollution

Prescription contrôlée :

1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.
2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.
3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.
4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont/aval.
5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH4+, NO2-, PO43- et DBO5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.

Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH4+, NO2-, PO43- et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

- MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;
- NH4+ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH4+) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;
- NO2- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;
- PO43- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;
- DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l.

Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.


Constats :

- Absence de contrôle du taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture
- Absence de vérification de la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH4+, NO2-, PO43- et DBO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Procéder au contrôle du taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture.
- Vérifier que la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, ne dépasse pas les valeurs suivantes :
- MES : 15 mg/l ;
- NH4+ : 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;
- NO2- : 0,3 mg/l ;

- PO43- : 0,5 mg/l ;
- DBO5 : 5 mg/l.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 Mois

N° 8 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16

Thème(s) : Autre - Pollution

Prescription contrôlée :

Lorsque les boues sont récupérées à partir des bassins et du système épuratoire, celles-ci peuvent être soumises à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal et épandues sur des terres agricoles, éventuellement après compostage ou toute autre méthode autorisée.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- identification des parcelles (références cadastrales et surface totale et épandable) regroupées par exploitant ;
- identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- systèmes de culture envisagés (culture en place et principales successions) ;
- caractérisation des effluents à épandre (nature, quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique dont leur teneur en azote et en phosphore avec indication du mode d'évaluation de cette teneur [analyses ou références]) ;
- doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de cultures en utilisant des références locales ;
- calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

Les boues doivent être épandues sur le même bassin versant ou un autre bassin versant sous réserve de l'accord des services compétents.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition des services d'inspection compétents.

Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues est prévue pour remédier à une impossibilité temporaire ou définitive d'épandage.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

[...]

Constats :

Les boues sont récoltées au niveau du bassin de décantation. Le dernier curage date de septembre 2023. les boues ont fait l'objet d'un épandage sur une parcelle de la pisciculture (parcelle identifiée par l'exploitant). La gestion de l'épandage est consignée sur un document informatisé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Poissons morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18

Thème(s) : Autre - Pollution

Prescription contrôlée :

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Constats :

Aucun poisson mort n'a été aperçu dans les bassins lors de l'inspection.

Les cadavres de poissons sont stockés dans un congélateur.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 10 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20

Thème(s) : Autre - Sécurité – Incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.

Constats :

-Dernière vérification des extincteurs par la société ISOGARD le 3/01/2025

-Dernier rapport de vérification des installations électrique réalisé par l'APAVE le 19/03/2024 (présence de non conformités associées à des préconisations notamment l'armoire atelier).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Merci de bien vouloir transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'action relatif à la gestion de cette non-conformités concernant l'installation électrique.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21

Thème(s) : Autre - Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ;
- les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosier-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;
- les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ;
- le cahier d'épandage, le cas échéant.

Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

- Présence registre élevage (dématérialisé) : document bien tenu
- Plan non à jour pour les écoulements de l'eau et les emplacements des grilles d'entrée/sortie
- Un plan du site non à jour
- Le plan de dératisation non à jour

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Merci de bien vouloir transmettre à l'inspection des installations classées:

- un plan à jour pour les écoulements de l'eau et les emplacements des grilles d'entrée/sortie
- un plan du site à jour
- le plan de dératisation à jour

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 Mois

N° 12 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22

Thème(s) : Autre - Dossier

Prescription contrôlée :

Lorsque les boues sont valorisées par épandage sur des terres agricoles, un cahier d'épandage est tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant. Ce cahier est mis à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans. Il comporte les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote et de phosphore épandues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures en précisant celles mises à disposition par des tiers et leur identité et adresse, l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.

Le cahier d'épandage comprend, le cas échéant, un bordereau cosigné par l'exploitant producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi à chaque livraison.

Constats :

- Les boues sont récoltés au niveau du bassin de décantation. Le dernier curage date de septembre 2023. Boues ont fait l'objet d'un épandage sur une parcelle de la pisciculture (parcelle identifiée par l'exploitant).
- Cahier d'épandage dématérialisé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 13 : Registre du débit dérivé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23

Thème(s) : Autre - Dossier

Prescription contrôlée :

Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

Une note complète sur les débits mesurés sur le canal d'aménagé à la pisciculture, à la suite de deux campagnes de mesures réalisées en mars et octobre 2024, a été transmise à l'inspection des installations classées. Aux débits mesurés sur le canal de l'Agout s'ajoute des mesures de débits sur le Vernoubre (débits total et débit dérivé pour la pisciculture). Les points de mesure ont été cartographiés et les mesures ont été faites suite à l'arrêt du turbinage sur l'Agout afin de se mettre dans les conditions de débits réservés.

Cependant absence de suivi régulier (minimum tous les 15 jours) des débits. Absence de registre de suivi de ces débits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place un suivi régulier des débits (minimum tous les 15 jours) .

Consigner ces relevés dans un registre dédié.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 14 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24

Thème(s) : Autre - Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.

Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH₄⁺) et du paramètre nitrites (NO₂⁻). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées.

Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.

La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.

Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

-L'exploitant dispose d'un programme de surveillance sous forme dématérialisée, toutefois les fréquences d'analyses prévues ne sont pas toutes respectées.

-La dernière analyse des paramètres ammonium et nitrites date du 26/02/2025. Pour rappel, la fréquence d'auto surveillance est d'au moins une fois par mois.

-La fréquence d'analyses par un laboratoire agréé est respectée. La prochaine analyse est prévue pour juin 2025.

-Absence d'éléments sur le pH, la saturation, les températures,

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-Respect du programme d'autosurveillance

-Transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des analyses qui seront effectuées en juin 2025.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 Mois